

MSNA - Zone de Connaissance (AoK) République Centrafricaine

CONTEXTE

La compréhension de la crise humanitaire en République Centrafricaine est marquée par un déficit important d'information. L'impact de la crise reste méconnu dans de nombreuses zones en raison de contraintes d'accès logistiques et/ou sécuritaires ainsi que par un manque de collecte régulière d'information.

Afin d'informer notamment l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO), REACH a facilité une évaluation multi-sectorielle des besoins (MSNA), mandatée par l'Inter-cluster (ICCG) et réalisée en coordination et collaboration avec le Groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information (AIMWG) pour la définition des indicateurs, en lien avec le Cadre d'analyse intersectoriel conjoint (JIAF). Concernant les zones difficiles d'accès, REACH a mis en oeuvre la méthodologie 'Zone de Connaissance / Area of Knowledge' pour collecter des informations sur la situation humanitaire dans ces zones.

Cette fiche présente le résumé des principales informations collectées auprès d'informateurs clés (IC), concernant la sous-préfecture de Yalinga. Les entretiens se sont déroulés entre le 16 et 18 août 2019, principalement sur Bria et ses environs. **Les résultats présentés ci-dessous ne sont pas significatifs statistiquement, et doivent donc être considérés comme uniquement indicatifs de la situation humanitaire dans les localités enquêtées de la sous-préfecture de Yalinga.** Par ailleurs, les résultats présentés ici sont le fruit d'un projet pilote, invitant à la prudence lors de l'utilisation des résultats.

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie 'Zone de Connaissance / Area of Knowledge' a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans des zones inaccessibles, difficiles d'accès et où l'information humanitaire est insuffisante.

Lors de l'élaboration de la méthodologie de la MSNA, une composante 'Zone de Connaissance / Area of Knowledge' a été retenue, et à la suite d'une consultation avec les acteurs humanitaires opérationnels et de coordination, six sous-préfectures ont été considérées comme difficile d'accès en raison de contraintes logistiques et/ou de sécurité ne permettant pas le déploiement des équipes d'évaluation : Djéma, Bambouti, Mingala, Yalinga, Ouadda et Ouanda-Djallé.

Les données ont été collectées au niveau des localités au travers d'entretiens avec des IC par les équipes REACH. Les IC ont été sélectionnés (échantillonnage non-aléatoire) en fonction de leurs connaissances récentes (datant de moins de trois mois) et détaillées des localités².

La collecte des données a été réalisée par téléphone depuis Bangui ou directement en face à face avec les IC rencontrés dans plusieurs localités, sur la base d'un questionnaire multisectoriel structuré. Lors de l'analyse des résultats, afin d'avoir une vision des besoins à l'échelle de la sous-préfecture, REACH a procédé à l'agrégation des différentes données par localité, selon des critères de pondération préétablis³.

Couverture

Type d'informateurs clés (IC) :

- Résidents dans la localité	33%
- Visiteurs récents dans la localité	53%
- Contact indirect avec la localité	14%
Nombre total d'entretiens	21

Couverture géographique :

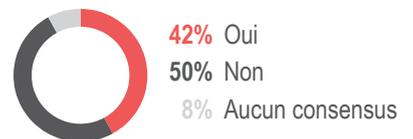
Localités évaluées : **12/28¹**

Démographie

% de localités évaluées ayant rapporté la présence de personnes déplacées en famille d'accueil :



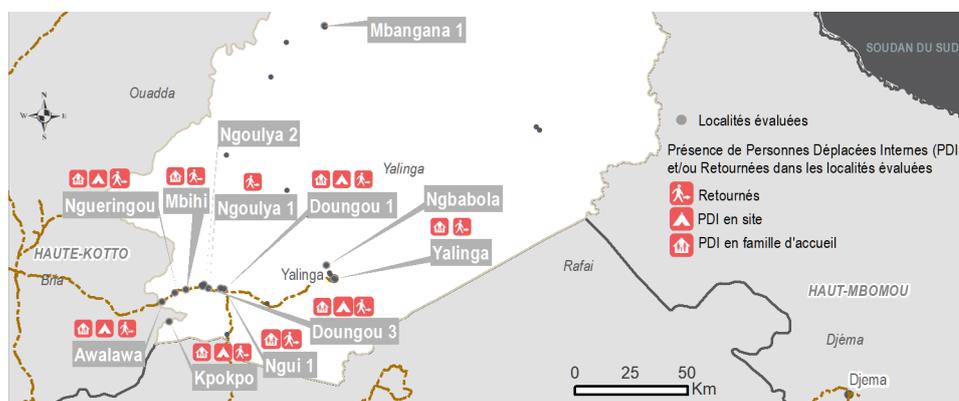
% de localités évaluées ayant rapporté la présence de personnes déplacées en site et/ou lieux de regroupement :



% de localités évaluées ayant rapporté la présence de personnes retournées :



Carte 1. Localités évaluées et rapportant la présence de personnes déplacées internes (PDI) et/ou retournées



¹ Selon la base de données OCHA, disponible sur HDX. ² Les IC ont été identifiés parmi les résidents de la localité, si joignables par téléphone; les personnes déplacées originaires de la localité; les commerçants/voyageurs/conducteurs ayant l'habitude de se rendre régulièrement dans la localité; les résidents de la localité se trouvant temporairement dans une localité accessible/joignable par téléphone; les travailleurs des Organisations non-gouvernementales (ONG) ou des privés travaillant pour des ONG. ³ Critères basés sur la fréquence des réponses; le type d'IC; la priorisation des informations/réponses considérées comme particulièrement pertinentes, bien que moins fréquentes. Dans les cas où ces critères ne suffisent pas pour l'agrégation, la réponse est rapportée comme "Aucun consensus".

→ DÉPLACEMENTS & MOUVEMENTS DE RETOUR⁴

% de localités évaluées par rapport à la durée moyenne de déplacement de la population déplacée :



% de localités évaluées par rapport à la raison principale du déplacement de la population déplacée :



BIENS NON-ALIMENTAIRES (NFI) & ABRI

% de localités évaluées ayant rapporté que la majorité de la population ne dispose pas des articles suivants :

Les 8 réponses les plus fréquentes

Serviette hygiénique	100%	Habit	100%
Savon pour hygiène personnelle	100%	Kit cuisine	100%
Documentation légale d'identité / propriété	100%	Pot	100%
Bâche	100%	Moustiquaire	92%

Dans 92% des localités évaluées, la plupart des ménages vivent dans des abris d'urgence. Il a également été rapporté que dans 42% des localités évaluées, la plupart des ménages vivent dans des abris sous-dimensionnés (moins de 3.5 m² par personne).

% de localités évaluées par rapport à l'inquiétude majeure concernant l'accès aux NFI et abris, lors de la collecte de données :



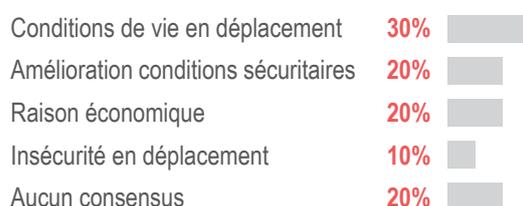
La première réponse humanitaire souhaitée dans 25% des localités évaluées est la provision directe d'abris, suivi de la provision directe d'outils/matériaux de construction (17%) et de la distribution d'argent pour l'achat d'outils/matériaux de construction (17%).

% de localités évaluées par rapport aux conditions requises pour envisager le retour des personnes déplacées vers leurs zones d'origine :

Les 6 réponses les plus fréquentes

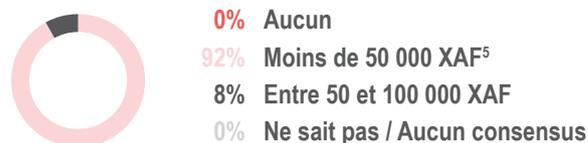


% de localités évaluées par rapport à la raison principale du retour de la population retournée :



MOYENS DE SUBSISTANCE

% de localités évaluées par rapport au revenu mensuel moyen estimé des ménages sur les 3 mois précédant la collecte de données :



% de localités évaluées par rapport aux 3 principales sources de revenu des ménages sur les 3 mois précédant la collecte de données :

	1ère	2ème	3ème
Agriculture / maraîchage	67%	0%	0%
Commerce	8%	0%	0%
Travail journalier agricole	8%	0%	0%
Pêche / chasse	0%	67%	0%
Travail journalier non agricole	0%	8%	0%
Transformation produits naturels	0%	0%	25%
Petit commerce	0%	0%	17%
Ne sait pas / Donnée non disponible (N/A)	0%	0%	25%
Aucun consensus	17%	25%	33%

Au moment de l'enquête, dans 67% des localités évaluées, il a été signalé que la majorité de la population avait accès aux champs, tandis que pour les localités restantes, les principales barrières à l'agriculture étaient le manque d'outils agricoles et l'insécurité.

⁴ Uniquement pour les localités indiquant une présence de populations déplacées et / ou retournées. ⁵ 1 000 XAF = 1,52449 EUR (Source: InforEuro. Date : Septembre 2019)

EAU, HYGIÈNE & ASSAINISSEMENT

% de localités évaluées par rapport au pourcentage estimé de la population ayant un accès suffisant à la nourriture au cours des 7 jours précédant la collecte de données :



Dans la totalité des localités évaluées il n'y a pas de marché fonctionnel à distance de marche⁶, ce qui expliquerait le fait que les principales inquiétudes dans les localités évaluées ont été rapportées comme étant l'accès à la nourriture (42% des localités évaluées) et l'accès à un marché de biens alimentaires (17%).

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales interventions humanitaires souhaitées pour l'amélioration de l'accès à la nourriture :

	1ère	2ème	3ème
Argent pour acheter d'autres biens sur le marché	25%	17%	0%
Argent pour acheter de la nourriture	17%	17%	0%
Provision directe d'intrants agricoles	8%	8%	17%
Argent pour acheter d'intrants agricoles	8%	17%	8%
Provision directe d'intrants pour l'élevage	8%	8%	8%
Provision directe de nourriture	0%	0%	17%
Formation pour la gestion de l'argent	0%	0%	8%
Donnée non disponible (N/A)	0%	0%	8%
Aucun consensus	34%	33%	34%

STRATÉGIES DE SURVIE (Livelihood Coping Strategies)

Liste de stratégies les plus utilisées par la majorité de la population des localités évaluées afin de palier à un manque de nourriture, au cours des 30 jours précédant la collecte de données⁷ :

Les 7 réponses les plus fréquentes

Réduction des dépenses non alimentaires	Vente d'animaux
Consommation des semences	Rétirer les enfants de l'école
Emprunt d'argent pour acheter la nourriture	Vente d'actifs non productifs
Dépense de l'épargne	

⁶ Trajet aller - retour réalisable dans la journée. ⁷ En raison de doutes quant à la fiabilité de ces résultats, il a été jugé prudent de ne pas préciser les proportions. Comme précisé précédemment, cela peut être dû à la méthodologie utilisée (entretiens avec des IC) ou au caractère pilote de cette évaluation.

EAU, HYGIÈNE & ASSAINISSEMENT

% de localités évaluées par rapport aux principales sources d'eau utilisées par la majorité de la population au cours des 7 jours précédant la collecte de données :

Les 4 réponses les plus fréquentes

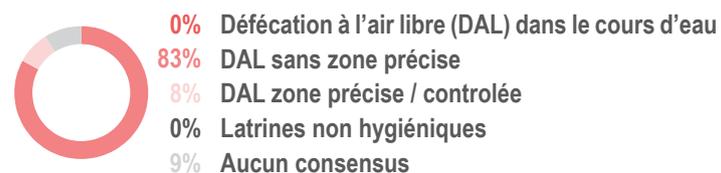
	Pour boire	Pour autre usage
Source non aménagée	92%	42%
Puit non protégé	42%	33%
Eau de pluie	33%	33%
Eau de surface	8%	8%

% de localités évaluées ayant rapporté un accès à l'eau en quantité suffisante pour la majorité de la population pour couvrir ses besoins essentielles :

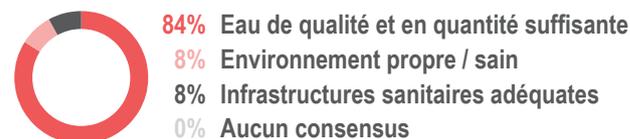


Dans 75% des localités évaluées, le temps moyen estimé pour se rendre à la principale source d'eau a été rapporté comme inférieur à 30 minutes. Cette source toutefois n'est pas accessible toute l'année dans 42% des localités évaluées. Il a également été rapporté que les dispositifs de lavage des mains sont absents dans 92% des localités évaluées.

% de localités évaluées par pratique / infrastructure sanitaire utilisée par la majorité de la population au cours des 7 jours précédant la collecte de données :



% de localités évaluées par rapport à l'inquiétude majeure concernant l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement, lors de la collecte de données :



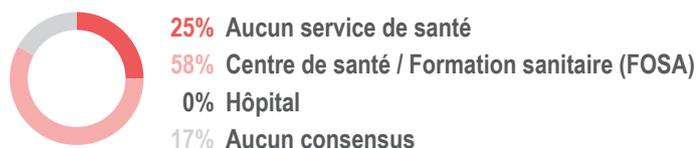
Principaux problèmes de santé rapportés au cours des 30 jours précédant la collecte de données (% de localités évaluées) :

	enfants < 5 ans	plus de 5 ans
Diarrhée	83%	17%
Fièvre	17%	0%
Paludisme	0%	75%
Aucun consensus	0%	8%

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales causes de décès, au cours des 3 mois précédant la collecte de données :

	1ère	2ème	3ème
Maladie	50%	33%	0%
Accident ou conflit armé	33%	25%	8%
Morsure / piqûre / attaque animale	0%	8%	8%
Cause naturelle	0%	0%	34%
Accident de travail / route	0%	0%	8%
N/A / Ne sait pas	0%	0%	25%
Aucun consensus	17%	34%	17%

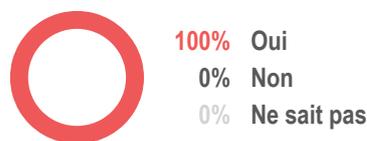
% de localités évaluées par présence de services de santé fonctionnels à distance de marche, lors de la collecte de données :



L'accès aux services de santé a été rapporté comme "pas suffisant du tout" ou "insuffisant" dans la totalité des localités évaluées.

La réponse humanitaire la plus souhaitée est la provision d'argent pour le paiement des frais médicaux (42% des localités évaluées), suivi de la formation des travailleurs de la santé (16%) et la provision directe de médicaments (8%).

% de localités évaluées ayant rapporté la présence (au moins 1 cas) d'enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition dans les 3 mois précédant la collecte de données⁸ :

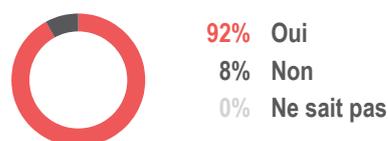


% de localités évaluées ayant rapporté des risques actuels de protection pour la population adulte et de moins de 18 ans :

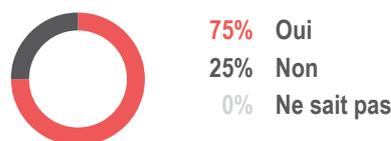
Les 8 réponses les plus fréquentes

	Moins de 18 ans		Adultes	
	Filles	Garçons	Femmes	Hommes
Violence sexuelle	67%	8%	83%	25%
Mariage forcé	50%	8%	0%	8%
Enlèvement	33%	42%	17%	33%
Harcèlement	33%	25%	17%	8%
Travail forcé	25%	17%	25%	25%
Recrutement forcé	17%	50%	8%	17%
Séparation familial	17%	33%	8%	25%
Pillage / criminalité	0%	0%	8%	33%

% de localités évaluées ayant rapporté la présence d'enfants qui ont quitté le domicile familial, lors de la collecte de données :



% de localités évaluées ayant rapporté la présence d'individus montrant des signes de détresse psychosociale⁹ au cours des 30 jours précédant la collecte de données :



⁸ Ces résultats dérivent exclusivement de la perception des IC, et non de diagnostics médicaux, et doivent donc être interprétés avec précaution. ⁹ Considérés comme des cauchemars, de la tristesse prolongée, de la fatigue extrême, de l'anxiété, etc.



EDUCATION

Concernant l'année scolaire 2018-2019, dans la majorité des localités évaluées, il a été rapporté qu'aucune fille ni garçon de 6 à 18 ans étaient inscrits à l'école.

% de localités évaluées par rapport au taux de fréquentation scolaire estimé des élèves pendant l'année scolaire 2018-2019 :

	Filles	Garçons
Jamais	75%	50%
moins de 3 mois	0%	0%
entre 3 et 6 mois	8%	17%
plus de 6 mois	0%	8%
toute l'année	0%	0%
N/A	0%	17%
Aucun consensus	17%	8%

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales barrières à l'accès à l'éducation, lors de la collecte de données :

	1ère	2ème	3ème
Insécurité	34%	0%	0%
Impossibilité d'enregistrer l'enfant à l'école ¹⁰	17%	33%	8%
École trop chère / loin	8%	25%	8%
Ecole fermée / non fonctionnelle / mauvaise état / surpeuplée	8%	8%	8%
Manque de staff / matériels	0%	0%	17%
Enfants occupés par d'autres activités	0%	0%	8%
Autre	0%	0%	8%
Aucun consensus / N/A	33%	34%	42%

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales interventions humanitaires souhaitées pour l'amélioration de l'accès à l'éducation, lors de la collecte de données :

	1ère	2ème	3ème
Argent pour payer les frais scolaires	42%	0%	0%
Provision directe de fournitures scolaires / uniformes	17%	33%	8%
Provision directe de livres scolaires	8%	0%	8%
Argent pour acheter des fournitures scolaires	0%	17%	0%
Accès à moyen de transport pour se rendre à l'école	0%	8%	0%
Argent pour payer repas à l'école	0%	0%	8%
Autre (construction de bâtiments scolaires; formation du personnel)	0%	8%	17%
Aucun consensus / N/A	33%	34%	59%

¹⁰ A cause du manque de documentations officielles; déplacements récents; enregistrement prévu pour l'année suivante, etc.



REDEVABILITÉ (AAP)

Dans 75% des localités évaluées, il a été signalé que la majorité de la population préférerait recevoir les informations de la part des chefs communautaires, étant considérés comme la principale source de confiance.

% de localités évaluées par rapport au principal type d'information que la majorité de la population souhaiterait recevoir :

Les 5 réponses les plus fréquentes

Informations pour obtenir un abri / matériaux de construction	67%
Informations pour accéder à l'aide humanitaire	58%
Informations génériques sur la zone	58%
Informations sur la sécurité de la zone	50%
Informations sur comment obtenir de l'aide ou du soutien après avoir été victime d'un incident de protection	42%

% de localités évaluées par rapport aux moyens préférés pour donner un retour aux fournisseurs d'aide humanitaire :

Les 2 réponses les plus fréquentes

Lors de réunions communautaires	92%
Face à face à la maison	33%

À propos de REACH :

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie des données, et toutes ses activités sont menées au travers des mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe de IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT).